

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC N°2025-161

LA PRÉSIDENTE DE L'UNIVERSITÉ LYON 2

- Vu** Le code de l'éducation, et notamment son article L811-1,
Vu Le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L2121-1 et suivants,
Vu Les statuts et le règlement intérieur de l'Université Lumière Lyon 2 en vigueur,
Vu La délibération du conseil d'administration n°2022-15 du 14 mars 2022 de délégation de pouvoir à la Présidente de l'Université,
Vu Le règlement de valorisation des locaux en vigueur,

Arrête :

Article 1.

La Délégation Académique aux Arts et à la Culture de l'Académie de Lyon, ci-après nommé l'occupant, est autorisée à occuper temporairement le domaine public dont l'Université Lumière Lyon 2 est affectataire.

L'Université autorise l'occupant à utiliser les locaux suivants : Amphithéâtre culturel, campus de Bron

selon les modalités suivantes :

- période d'utilisation (y compris période d'installation) : mardi 27 mai 2025
- horaires : de 13h30 à 21 heures
- effectifs accueillis limités à : 400
- activité exercée : Restitution élèves parcours seconde guerre mondiale et exil

Article 2.

Toute occupation du domaine public présente un caractère précaire et révocable. Elle ne constitue aucun droit au profit de l'occupant. L'Université peut y mettre fin, sans préjudice, à tout moment et pour tout motif, notamment si l'occupant ne se conforme pas aux consignes d'organisation et de sécurité ou si ses activités ne sont pas conciliables avec les missions de service public de l'université.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à l'occupant le droit réel prévu par les articles L. 2122-6 à L.2122-11 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 3.

Conformément à l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, toute occupation ou utilisation du domaine public de l'Université donne en principe lieu au paiement d'une redevance.

Le montant de la redevance est fixé par le règlement de valorisation des locaux modifié par le conseil d'administration en ses séances du 12 avril et du 31 mai 2024.

En l'espèce, l'occupation du domaine public est autorisée à titre gratuit dans la mesure où : l'organisme relève du niveau A du règlement de valorisation des locaux en vigueur.

Article 4.

L'occupant supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature. Que ces dommages soient causés par lui-même, par ses préposés ou par toute personne dont il est civilement responsable, par ses biens. Que ces dommages soient subis par les tiers, lui-même, ses propres biens et ceux qui lui sont confiés ou dont il est détenteur à quelque titre que ce soit, les locaux mis à disposition (y compris les terrains, bâtiments, emplacements, installations, aménagements intérieurs et embellissements), ses préposés ou toute personne dont il est civilement responsable.

Ceci quelles qu'en soient les victimes et alors que lesdits dommages sont causés: du fait ou à l'occasion de l'usage du domaine public ou des activités réalisées par l'occupant dans le cadre des autorisations délivrés, du fait de l'occupation des lieux objets de la présente autorisation.

L'occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux objet de la présente autorisation, ainsi qu'à leurs biens.

Dès lors l'occupant s'engage à délivrer, **préalablement** à l'occupation, une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité civile pour sa présence à l'Université.

Article 5.

L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de l'Université. Il s'engage également à se conformer aux dispositions du règlement intérieur consultable sur le site institutionnel de l'Université.

Au cours de l'utilisation des locaux, l'occupant s'engage à :

- Ne pas utiliser les locaux et matériels mis à disposition à d'autres fins que celles visées à l'article 1er de la présente convention ;
- Contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités considérées ;
- Assurer l'encadrement des collégiens et lycéens : présence d'un adulte pour 14 jeunes, soit 2 adultes pour 28, 3 pour 35, etc. Transmettre la liste nominative des encadrants 72h avant le jour de la manifestation.
Le cas échéant, assurer un encadrement spécifique pour les élèves en situation de handicap ;
- Assurer l'accueil et la surveillance des classes par des personnels de l'académie. Les encadrants devront également s'assurer que les jeunes resteront dans le bâtiment ou sur le forum, et ne s'éparpillent pas ailleurs compte tenu des zones de chantier.
- **Conformément aux règles d'utilisation des locaux événementiel, l'utilisateur doit transmettre ses besoins techniques 6 semaines avant la date (micros, tables, etc.) ;**
- Faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- Ne pas utiliser d'équipement d'appoint pour le chauffage ;
- Ne procéder à aucune modification des installations techniques ;
- S'assurer que le nombre de personnes dans les locaux mis à disposition ne dépasse pas l'effectif prévu dans la présente convention : 430 places dans l'amphithéâtre : cette jauge inclut les jeunes qui assurent le spectacle, donc si 200 jeunes assurent le spectacle, il ne peut pas y avoir plus de 200 spectateurs. En cas de dépassement constaté, et pour des raisons de sécurité des biens et des personnes, l'université pourra être amenée à faire évacuer les personnes en surnombre.
- Tous les événements, sans exception, doivent faire l'objet d'une inscription préalable du public via un formulaire ad hoc. Les organisateurs et organisatrices doivent gérer le pointage ou l'émargement à l'entrée de l'évènement et être en mesure de fournir la liste exacte des personnes présentes. La liste est à déposer le matin de l'évènement en format papier au PC sécurité du campus concerné. Il n'est plus possible d'accepter des gens qui ne se seraient pas inscrits au préalable.

Article 6.

Toute activité commerciale doit faire l'objet d'une demande préalable à la Présidente de l'Université qui pourra accorder une autorisation et en fixer les conditions.

En l'occurrence, la présente autorisation n'autorise pas l'occupant à exercer ou permettre l'exercice d'une exploitation commerciale dans les locaux occupés.

Article 7.

Madame la directrice générale des services par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon,

La Présidente de l'Université Lyon 2,
Isabelle VON BUELTZINGLOEWEN